



Espagne, il y à 40 ans, des bombes atomiques sur Palomares

Nucléaire militaire : Quand les USA perdaient leurs bombes atomiques

Par [Global Research](#)

Mondialisation.ca, 18 janvier 2006

Infonucléaire 18 janvier 2006

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Crimes contre l'humanité](#)

Des ravages sans explosion

L'accident de [Palomares près d'Almería](#) du 17 janvier 1966 est le résultat d'une collision lors du ravitaillement en vol d'un bombardier nucléaire B-52 de l'US Air Force (nom de code TEA 16) par un KC-135 de l'US Air Force au-dessus du sud de l'Espagne. Lorsque le KC-135, stationné sur la base américaine de Moron, au sud-ouest de l'Espagne est entré en collision avec TEA 16 à environ 9 000 mètres d'altitude, les deux avions ont explosé (huit des onze hommes d'équipage ont été tués).

TEA 16 transportait quatre bombes-H de type B-28 au plutonium. Une s'abîma en mer, fut endommagée mais n'exploda pas et une autre atterrit relativement intacte dans le lit asséché d'une rivière. Elles finirent toutes deux par être récupérées de façon à peu près sûre, mais il aura fallu l'intervention de 33 navires pour récupérer, au bout de 81 jours, la bombe [tombée en Méditerranée](#). Dans un premier temps, on s'occupa d'avantage de celle-ci que des bombes tombées à terre. Ces deux autres bombes furent détruites lors de leur impact au sol près du village de Palomares, suite au déclenchement des dispositifs de mise à feu conventionnels, créant plusieurs cratères de 1,8 à 3 m de profondeur. Environ 4,5 kg de plutonium furent dispersés et environ 250 hectares contaminés (1/1 000 000 ème de gr de plutonium inhalé suffit à provoquer un cancer).

L'US Strategic Air Command voulut maintenir un black-out sur cette affaire, mais il fut impossible de dissimuler l'accident. Les militaires gardèrent un contrôle très ferme sur l'information diffusée aux médias. Le Département de la Défense US refusa d'admettre avoir perdu la moindre bombe atomique, alors même que la presse était au courant des efforts réalisés pour la retrouver. Cela conduisit à quelques dialogues surréalistes entre les journalistes et le porte-parole du Département de la Défense, tel que : « Je ne connais aucune bombe manquante, mais nous n'avons pas positivement identifié ce que je pense que vous croyez que nous sommes en train de rechercher ».

Au cours des trois mois suivants, les interventions massives d'assainissement et de décontamination mobilisèrent près de 1 700 militaires américains et gardes civils espagnols. Il semble que les américains aient bénéficié de mesures de protection plus importantes (en particulier des vêtements spéciaux) que les espagnols. La JEN (Junta de Energia Nuclear) a participé avec la DNA (Agence Nucléaire de Defense des Etats Unis) à la coordination de la gestion de la crise, à l'assainissement et au contrôle de la radioactivité dans les régions

d'habitation et de culture. Environ 1 750 tonnes de terre contaminée furent envoyées aux Etats-Unis à l'usine de retraitement de Savannah River en Caroline du Sud pour y être stockées. La JEN et les autorités américaines signèrent un accord de suivi post accidentel.

En 1971, Wright Langham (un spécialiste des questions biomédicales nucléaires) du laboratoire de Los Alamos visita Palomares pour étudier la situation. Il découvrit que seulement 100 villageois (environ 6% de la population) avaient été examinés pour une éventuelle contamination des poumons ou des urines. 29 tests furent positifs mais écartés car jugés « statistiquement insignifiants ». L'analyse de l'air à la recherche de poussière de plutonium fut abandonnée deux ans après l'accident alors qu'on observait encore occasionnellement des concentrations élevées de plutonium par vent fort. Les échantillons de terre furent jetés car le JEN ne disposait que d'un seul spectromètre qui ne fonctionnait pas toujours correctement. Langham rapporta que l'intérêt des membres du JEN envers Palomares diminuait et que les Etats-Unis devaient fournir plus d'argent et d'équipement pour maintenir la surveillance.

Les auteurs d'un rapport de 1975 de la Commission de l'énergie atomique américaine sur les conséquences de l'accident de Palomares notèrent que « Palomares est l'un des seuls endroits au monde à offrir un laboratoire permanent d'expérimentation, et probablement le seul permettant d'étudier une région agricole ». Le rapport précise également que les vents ayant remué la poussière de plutonium « l'envergure réelle de la dispersion ne sera jamais connue ».

Le « programme de surveillance » continua apparemment jusqu'en 1986 (la radioactivité du Plutonium diminue de moitié en 24 000 ans). En 1985, sur proposition d'Antonio Flores, maire de Palomares (et qui fut témoin de l'accident étant enfant), les villageois qui furent examinés purent finalement accéder à leur dossier médical qui, selon Francisco Mingot, le directeur de l'Institut de Radiobiologie et de Protection Environnementale du JEN, fut tenu secret sous la pression des Etats-Unis, et plus tard sous la dictature de Franco, ce qui devait éviter des inquiétudes excessives, dicit l'autorité américaine.

La source originale de cet article est Infonucléaire
Copyright © [Global Research](#), Infonucléaire, 2006

Articles Par : [Global Research](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer

la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca